

dire à la Chambre s'il sait que la SOQUIP a fait une demande en vue de devenir associée du consortium *Panarctic Oils Limited*? Dans l'affirmative, quelle réponse a-t-on donné à cette demande?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, si j'ai bien compris, la question a trait à l'intention exprimée par SOQUIP d'acheter des parts de la société Panarctic. Le gouvernement a indiqué que cette transaction ne serait pas conforme à la politique gouvernementale.

● (1430)

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Est-il exact, comme l'indiquent les journaux, que le refus aurait été donné afin d'éviter des conflits politiques entre Ottawa et Québec, et qu'on aurait oublié les véritables intérêts des Canadiens dans ce domaine?

[Traduction]

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, ce n'est pas tellement parce que c'était le Québec; le gouvernement canadien considérait tout simplement que la répartition actuelle des actions, soit 45 p. 100 au gouvernement fédéral et 55 p. 100 aux mains d'entreprises privées, ne devait pas être remaniée.

* * *

LE LOGEMENT

LE PROJET D'ACCORD AVEC LES PROVINCES AU SUJET D'UN ORGANISME NATIONAL—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre d'État responsable du logement suite à la réponse qu'il a donnée au chef du NPD. Vu que les mises en chantier ont diminué de 24 p. 100, le ministre entend-il maintenant étudier avec les fonctionnaires des sociétés provinciales de logement et ceux de la SCHL les mérites d'un accord fédéral-provincial aux termes duquel un seul organisme serait responsable des fonds pour le logement ce qui mettrait fin au conflit qui oppose les organismes provinciaux et fédéraux et dont le ministre responsable du logement se sert toujours comme excuse en Chambre?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas m'être servi de cela comme excuse. Je cherche à obtenir la collaboration de tous et, effectivement, j'y parviens. Nous avons des accords et nous tenons des réunions avec les provinces et, si l'on tient compte du fait que nous aurons environ 255,000 logements de terminés cette année, il me semble que cela témoigne de la collaboration qui règne et du succès de nos programmes.

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poursuivre dans cette voie puisque le ministre n'a pas répondu à ma question. J'ai d'abord demandé s'il allait étudier, si ce n'est déjà fait, la proposition du premier ministre de l'Ontario en faveur d'un accord entre les organismes provinciaux et fédéraux pour qu'il n'y ait plus qu'un seul organisme responsable du logement. J'ai posé cette question parce que toutes les sociétés de construction et tous les travailleurs de la construction savent que les mises en chantier sont au point mort dans notre pays. Rien ne sert de nous reporter à l'an dernier quand nous vivons en 1974.

M. Danson: Monsieur l'Orateur, nous vivons en 1974 et faisons des plans pour 1975. J'étudierai certainement toute idée positive qui aiderait à améliorer la situation le plus possible. Je ne crois pas que l'existence d'un seul organisme par province soit la seule bonne réponse. Je crois que la coordination de nos programmes est extrêmement importante. Le député conviendra, j'en suis sûr, qu'il est très important, lorsque les fonds viennent d'un palier et sont dépensés par un autre, qu'il y ait une comptabilité stricte et qu'on établisse bien la provenance de ces fonds surtout pour les gouvernements qui doivent les fournir.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'ÉTUDE RELATIVE À LA CONCURRENCE DANS LES MARITIMES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA REQUÊTE DE CP AIR

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, au mois de mars dernier une série d'auditions sur le transport aérien se sont tenues dans la région de l'Atlantique au sujet, notamment de la concurrence et de l'arrivée de CP Air dans cette région. Le ministre des Transports peut-il maintenant nous dire où en est ce rapport et peut-il aussi nous dire quand il s'attend de connaître la conclusion du comité des transports aériens suite à ces auditions et à ces études?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je sais que le comité a tenu des réunions très fructueuses avec les ministres des gouvernements et avec d'autres groupes dans les Maritimes et qu'on cherche maintenant à améliorer les services dans cette région. J'espère que le député sera satisfait du travail accompli.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre voudrait répondre à ma question posée plus directement? Le gouvernement a-t-il l'intention de permettre au CP Air d'exploiter un service entre Montréal et Halifax, ou entre Halifax, Montréal et d'autres villes situées à l'ouest?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, j'ai manqué une partie de la question pour des raisons évidentes. Le député mentionne-t-il une compagnie aérienne en particulier?

M. Forrestall: Oui, je parlais de CP Air.

M. Marchand (Langelier): Vraiment, le député me permettra de ne pas répondre pour l'instant.